



Toulouse, le 26 septembre 2025

**Madame CAROLE DELGA**

Présidente du Conseil Régional Occitanie

22 boulevard du Maréchal Juin 31406  
Toulouse Cedex 9

Copie : DGS- DGD  
Mesdames Cécile VEDEL et Sophie CHOMET

**Objet : Préavis de grève pour la période du 2 au 31 octobre 2025 couvrant l'ensemble des agents du Conseil Régional Occitanie.**

Madame la Présidente du Conseil Régional Occitanie,

Le nouveau Premier Ministre Sébastien LECORNU a reçu l'ensemble des organisations syndicales sans donner le moindre gage d'inflexion d'une politique menée par le Président de la République au profit des grandes entreprises, des familles les plus riches ainsi qu'au service de la classe des dominants du capital.

Un système « capitaliste » est toujours synonyme de division et de haine dont profite les partis d'extrême droite qui prospèrent sur les difficultés économiques du pays tout en identifiant les mauvais coupables.

Les grèves et rassemblements des 10 et 18 septembre sont le témoignage d'une soif de justice et d'équité fiscale et sociale ainsi que d'une demande de juste répartition des richesses.

Sans nier la question de la dette, les agents publics sont toujours les premières victimes dans la recherche d'économie pour le Budget de la Nation, dans la droite ligne de ce que prévoient les premières annonces de François BAYROU :

- La confirmation du gel du point d'indice pour la troisième année consécutive ;
- Une retenue de 10 % par jour sur la rémunération en cas d'arrêt maladie ordinaire ;
- Le maintien du jour de carence ;
- L'absence de rétablissement de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), en vigueur depuis 2008 ;
- Le blocage de toutes les promotions catégorielles ;
- La remise en cause de la cinquième semaine de congés payés ;
- La désindexation des retraites, provoquant un abattement de 10 % sur les petites pensions ;
- La suppression de deux jours fériés.

Nous n'avons cessé d'alerter et de dénoncer la dégradation grave et inacceptable des conditions de vie et de travail dans la Fonction publique.

**Pour la CGT, il n'est pas acceptable que la richesse produite par les travailleuses et travailleurs continue de financer une économie mortifère au profit des plus privilégiés.**

Les ressources financières existent et doivent être mobilisées pour combler le déficit public, notamment par :

- Les 211 milliards d'euros d'aides publiques octroyées aux entreprises, sans aucune condition, contrôle ou suivi sur l'emploi ;
- Les dividendes record versés aux actionnaires, souvent au moment même des licenciements ou délocalisations, échappant à toute contribution réelle ;
- L'application de la taxe Zucman concernant le patrimoine des 1 800 familles les plus riches, qui doit être pleinement mise en œuvre.

Les agents de la Fonction Publique doivent maintenant être respectés et rémunérés à leur juste valeur au regard de leurs missions de service public si essentielles dans le bon fonctionnement de notre Pays.

**Madame la Présidente du Conseil Régional, nous sollicitons votre soutien pour :**

- **Une revalorisation significative du point d'indice**, porté à 6 € pour tous les fonctionnaires ;
- **Une refonte des grilles indiciaires** permettant un réel déroulement de carrière ;
- **Une augmentation des régimes indemnitaires et des pensions de retraite** ;
- **L'égalité salariale**, génératrice de 6 milliards d'euros de cotisations supplémentaires pour notre système de protection sociale ;
- **L'abrogation de la loi du 6 août 2019** (dite « transformation de la Fonction publique ») et **l'annulation de la contre-réforme des retraites**, avec un retour à 40 annuités de cotisations au lieu des 43 actuelles
- **L'arrêt des coupes dans les dotations des collectivités locales**, pour garantir des services publics de proximité, accessibles et dotés de moyens humains ;
- **Le maintien de la rémunération à 100 % en cas d'arrêt maladie** et **la suppression du jour de carence**
- **Le rétablissement de la GIPA** (garantie individuelle du pouvoir d'achat).

## **Au niveau régional : des attentes fortes des agents de la Région Occitanie :**

Les agent·es du Conseil Régional Occitanie expriment aujourd'hui un besoin légitime de reconnaissance de leur travail et de leurs missions. Dans la perspective du Budget 2026, le syndicat CGT du Conseil Régional Occitanie porte un ensemble d'exigences concrètes pour améliorer leurs conditions de travail et de rémunération :

- **Finalisation du RIFSEEP ARL** dans les meilleurs délais ;
- **Augmentation significative du taux d'avancements de grade et de promotions internes** pour l'année 2026 ;
- **Revalorisation de la subvention attribuée au COS.**

## **Préavis de grève**

Pour l'ensemble de ces raisons, le syndicat CGT Conseil Régional Occitanie dépose un **préavis de grève couvrant la période du 2 au 31 octobre 2025 inclus**, pour l'ensemble des agent·es du Conseil Régional Occitanie.

Nous restons pleinement disponibles pour l'ouverture d'un dialogue permettant de répondre concrètement aux attentes des agent·es.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de notre considération.

Laurent BLASCO  
Secrétaire Général

